Arrêt de la Cour (grande chambre) du 8 avril 2014 — Commission européenne/Hongrie(Affaire C-288/12) ⁽¹⁾

(Manquement d'État — Directive 95/46/CE — Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et libre circulation de ces données — Article 28, paragraphe 1 — Autorités nationales de contrôle — Indépendance — Législation nationale mettant fin avant terme au mandat de l'autorité de contrôle — Création d'une nouvelle autorité de contrôle et nomination d'une autre personne en qualité de président)

(2014/C 175/06)

Langue de procédure: le hongrois

Parties

Partie requérante: Commission européenne (représentants: K. Talabér-Ritz et B. Martenczuk, agents)

Partie défenderesse: Hongrie (représentant: M. Z. Fehér, agent)

Partie intervenante au soutien de la partie requérante: Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) (représentants: I. Chatelier, A. Buchta, Z. Belényessy et H. Kranenborg, agents)

Objet

Manquement d'État — Violation de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (JO L 281, p. 31) — Obligation pour les États membres de prévoir que l'application des dispositions adoptées en application de la directive soit surveillée par une ou plusieurs autorités publiques qui exercent en toute indépendance les missions dont elles sont investies — Adoption d'une législation nationale mettant fin avant terme du mandat de six ans du commissaire à la protection des données — Création d'une autorité nationale de la protection des données et de la liberté de l'information — Nomination, pour un mandat de neuf ans, d'une personne autre que le commissaire à la protection des données au poste de président de ladite autorité

Dispositif

- 1) En mettant fin de manière anticipée au mandat de l'autorité de contrôle de la protection des données à caractère personnel, la Hongrie a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.
- 2) La Hongrie est condamnée aux dépens.
- 3) Le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) supporte ses propres dépens.

⁽¹⁾ JO C 227 du 28.07.2012

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 8 avril 2014 (demandes de décision préjudicielle de la High Court of Ireland, Verfassungsgerichtshof — Irlande, Autriche) — Digital Rights Ireland Ltd (C-293/12), Kärntner Landesregierung, Michael Seitlinger, Christof Tschohl e.a. (C-594/12)/Minister for Communications, Marine and Natural Resources, Minister for Justice, Equality and Law Reform, The Commissioner of the Garda Síochána, Ireland and the Attorney General

(Affaires jointes C-293/12 et C-594/12) ⁽¹⁾

(Communications électroniques — Directive 2006/24/CE — Services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications — Conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de tels services — Validité — Articles 7, 8 et 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne)

(2014/C 175/07)

Langues de procédure: l'anglais et l'allemand

Juridictions de renvoi

High Court of Ireland, Verfassungsgerichtshof

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Digital Rights Ireland Ltd (C-293/12), Kärntner Landesregierung, Michael Seitlinger, Christof Tschohl e.a. (C-594/12)

Parties défenderesses: Minister for Communications, Marine and Natural Resources, Minister for Justice, Equality and Law Reform, The Commissioner of the Garda Síochána, Ireland and the Attorney General

en présence de: Irish Human Rights Commission

Objet

(Affaire C-293/12)

Demande de décision préjudicielle — High Court of Ireland, Verfassungsgerichtshof — Interprétation des art. 3, 4 et 6 de la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil, du 15 mars 2006, sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE (JO L 105, p. 54) — Limitation des droits de la partie requérante en matière de téléphonie mobile — Compatibilité avec les art. 5, par. 4, et 21 TFUE — Compatibilité avec les art. 7, 8, 10 et 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

(Affaire C-594/12)

Demande de décision préjudicielle — Verfassungsgerichtshof — Validité des art. 3 à 9 de la Directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil, du 15 mars 2006, sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE (JO L 105, p. 54) au regard des art. 7, 9 et 11 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne — Interprétation de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et, notamment, de ses art. 7, 8, 52 et 53, de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (JO L 281, p. 31) ainsi que du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil, du 18 décembre 2000, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO 2001, L 8, p. 1) — Recours constitutionnel portant sur l'inconstitutionnalité éventuelle de certaines dispositions de la loi fédérale sur les télécommunications transposant la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil, du 15 mars 2006, sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications

Dispositif

La directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil, du 15 mars 2006, sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE, est invalide.

⁽¹⁾ JO C 258 du 25.08.2012
JO C 79 du 16.03.2013

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 10 avril 2014 (demande de décision préjudicielle du Hoge Raad der Nederlanden — Pays-Bas) — ACI Adam BV e.a./Stichting de Thuiskopie, Stichting Onderhandeligen Thuiskopie vergoeding

(Affaire C-435/12) ⁽¹⁾

(Renvoi préjudiciel — Propriété intellectuelle — Droits d'auteur et droits voisins — Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information — Directive 2001/29/CE — Article 5, paragraphes 2, sous b), et 5 — Droit de reproduction — Exceptions et limitations — Reproduction pour un usage privé — Caractère légal de l'origine de la copie — Directive 2004/48/CE — Champ d'application)

(2014/C 175/08)

Langue de procédure: le néerlandais